

Convention collective nationale
IDCC : 3127. – **SERVICES À LA PERSONNE**

ACCORD DU 20 SEPTEMBRE 2012
RELATIF AUX NÉGOCIATIONS 2012-2013

NOR : ASET1251317M
IDCC : 3127

Entre :

La FESP ;

La FEDESAP,

D'une part, et

La CFDT ;

La CFE-CGC ;

La FSS CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Les organisations d'employeurs et les organisations syndicales de salariés signataires du présent accord ont bien conscience que le texte de la convention collective nationale des entreprises de services à la personne du 20 septembre 2012 n'est pas une fin en soi. Elles s'accordent par conséquent sur la nécessité de continuer les négociations dans la perspective d'améliorer et compléter le texte conventionnel adopté.

Dans cette logique, les parties signataires prennent l'engagement d'ouvrir ou de poursuivre, en 2012 et 2013, les négociations initiées sur les sujets suivants :

- le contrat de travail dit « à temps choisi » ;
- les classifications, notamment celles relatives à l'encadrement ;
- le statut des femmes enceintes ;
- la santé au travail et la prévention des risques professionnels ;
- l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes ;
- l'emploi des seniors.

Les parties signataires entendent faire en sorte que les conditions de fonctionnement du secteur soient mieux connues. Ainsi, ont été engagés et se poursuivront en 2012 et 2013 les travaux de l'observatoire de la branche. Ce dernier devra notamment comporter les éléments d'évaluation des points de la convention collective nationale faisant l'objet d'un suivi.

Les partenaires sociaux se réuniront de manière périodique en 2012 et en 2013, à raison en moyenne d'une commission paritaire par mois et d'une commission mixte paritaire par trimestre. Les réunions d'ores et déjà programmées sont :

- le 20 septembre 2012 ;

- le 22 octobre 2012 ;
- le 7 novembre 2012 ;
- le 14 décembre 2012.

Parmi les thèmes de négociations prévus en 2012 et 2013, les parties signataires retiennent deux thèmes de négociation prioritaires, le temps partiel (contrat de travail dit « à temps choisi »...) et la classification des emplois (notamment celles de l'encadrement), étant précisé que cette priorité n'a pas vocation à ralentir la négociation sur les autres thèmes qui seront traités en parallèle.

Enfin, les parties signataires prennent acte de l'existence dans certaines entreprises d'une organisation du travail articulée autour de contrats de travail dit « à temps choisi ». Dans ce cadre, les parties signataires pourront solliciter un concours particulier de la DGT pour étudier les modalités d'organisation et la situation existante dans le secteur des services à la personne.

Fait à Paris, le 20 septembre 2012.

(Suivent les signatures.)